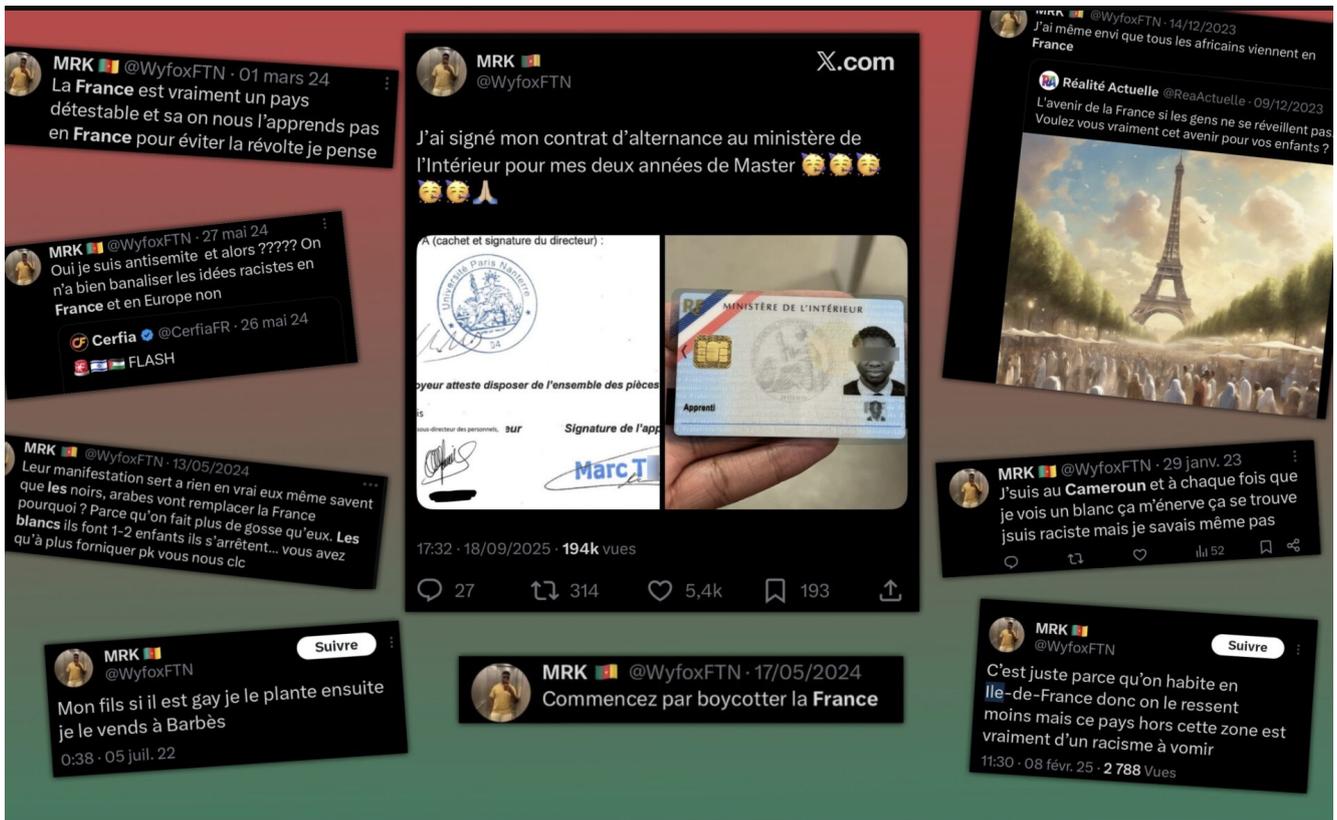


Enorme scandale : un anti-Blanc anti-France engagé pour rédiger les notes de Nunez

écrit par Christine Tasin | 21 septembre 2025





Comment se débrouillent-ils pour que chaque jour on touche le fond, toujours plus bas que la veille ? Là, on est descendus dans les abysses.

Ci-dessus des extraits des tweets haineux pour la France et les Français...

Cela n'a pas empêché que le quidam soit engagé par Nunez... En tout cas ça démontre, même si on s'en doutait, que l'administration macronienne fait de la discrimination de nos enfants français pour donner la priorité aux étrangers, même dans les petits emplois qui seraient bien utiles pour nos enfants étudiants ayant besoin de payer un loyer et tout le reste.

C'est seulement quand le scandale a éclaté que le quidam a été licencié bien que le contrat ait déjà été signé. Je m'attends à ce que ce bonhomme qui hait la France porte plainte pour licenciement abusif, et à ce que la France soit condamnée à lui payer indemnités et chômage aux frais des travailleurs français...

La question qui tue : qui a recruté le bonhomme ?

La seconde question qui tue : pourquoi ne pas avoir cherché parmi les innombrables employés, secrétaires etc des différents Ministères un jeune (hé, les *gourdasses gauchistes, en Français* « un jeune » renvoie à tout être, qu'il soit homme ou femme,, pas besoin d'écriture inclusive) quand il s'agit de valeureux, récemment diplômé, écrivant bien et aimant la France, son pays ?

Quoi ? Comment ? S'il était français et si, circonstance aggravante il aimait la France, il ne pouvait pas être engagé dans quelques ministère que ce soit tant que la Macronie est au pouvoir ?

Malgré une syntaxe défailante et des tweets anti-français, antiblancs et antisémites, un alternant devient conseiller de Laurent Nuñez – contrat rompu après mobilisation des internautes (MàJ) [Source F de souche](#)

a été mis fin à son contrat», nous indique-t-on laconiquement.

Ce jeune homme, dénommé Marc T. et étudiant en master d'administration publique à l'université de Nanterre, occupait un poste de chargé de mission à la préfecture de police de Paris, où il devait rédiger des notes de situation et des éléments de langage pour le préfet de police, Laurent Nuñez. Il s'était félicité jeudi 18 septembre d'avoir «signé (son) contrat d'alternance au ministère de l'Intérieur pour (ses) deux années de master», publiant même une photographie de son badge.

En octobre 2019, Mickaël Harpon, employé à la préfecture de police de Paris, tue quatre personnes et en blesse deux lors d'une attaque islamiste. Six ans plus tard, la préfecture n'effectue toujours pas de vérifications minimales sur ses

employés. <https://t.co/OPRMkNEZ6z>

– Pierre Sautarel (@FrDesouche) [September 19, 2025](#)



INFO LE FIGARO – Le jeune homme, très actif sur les réseaux sociaux, se revendiquait «antisémite» et qualifiait la France de pays «détestable». (...)

«La France est vraiment un pays détestable et sa on nous

l'apprends pas en France pour éviter la révolte je pense (sic)». Un étudiant qui venait d'entamer un contrat d'alternance au ministère de l'Intérieur a été congédié de son poste, après la découverte de nombreux propos antisémites et anti-France sur ses réseaux sociaux, a appris Le Figaro auprès du ministère de l'Intérieur ce vendredi 19 septembre. «Il a été mis fin à son contrat», nous indique-t-on laconiquement.

Ce jeune homme, dénommé Marc T. et étudiant en master d'administration publique à l'université de Nanterre, occupait un poste de chargé de mission à la préfecture de police de Paris, où il devait rédiger des notes de situation et des éléments de langage pour le préfet de police, Laurent Nuñez. Il s'était félicité jeudi 18 septembre d'avoir «signé (son) contrat d'alternance au ministère de l'Intérieur pour (ses) deux années de master», publiant même une photographie de son badge. (...)

Face au tollé, Marc. T a désactivé son compte X. Il n'était pas non plus possible de retrouver son compte LinkedIn ce vendredi soir. Toujours est-il que son recrutement à un poste relativement sensible pose question, cinq ans après l'attentat terroriste à la préfecture de police de Paris de [Mickaël Harpon](#). (...)

[Le Figaro](#)

[Source](#)